

La Revue Critique

DES IDEES ET DES LIVRES

"Ce n'est pas seulement pour vivre ensemble, mais pour bien vivre ensemble qu'on forme un État " ARISTOTE

Jeudi 5 janvier 2012

MAGYAR FORDÍTÁS A CIKK UTÁN

Pour la Hongrie

Nous somme tous des patriotes hongrois !

La situation en Hongrie continue d'agiter tout ce que Paris compte de grandes âmes, de gens d'esprit, de pasteurs méthodistes et de banquiers philanthropes. Hier soir encore, *Le Monde* consacrait toute la première partie de son éditorial aux « dérives antidémocratiques » de M. Orban, à sa constitution « infâme » et à ses lois « scélérates ». On en appelait évidemment à l'Europe, à l'esprit du traité de Rome, aux mannes de Monnet, de Schumann et d'autres grandes consciences bruxelloises... Et – pour la première fois – on réclamait même des sanctions ! Eh oui, des sanctions, des vraies, des sérieuses, des sévères. On doit bien reconnaître que sanctionner un gouvernement issu d'élections démocratiques n'est pas chose facile. Mais, tant pis. Après tout, qui aime bien châtie bien !

C'est en lisant la seconde partie de l'éditorial qu'on comprenait mieux ce qui mettait notre chroniqueur mondain dans une fureur aussi noire : la politique économique du gouvernement hongrois ! « *En vertu d'un curieux credo nationaliste, M. Orban semble avoir décidé que son pays, pourtant gravement atteint par la crise, pouvait s'en sortir seul. Il refuse de se plier aux conditions posées par l'UE et le FMI pour accorder leur aide* »... Ah ! il refuse de subir les diktats de ces messieurs de Francfort et de New York ? Ceux là même qui viennent de saigner à blanc la Grèce et qui s'apprentent à mettre à plat l'Italie, l'Espagne et le Portugal ? C'est entendu !

Que M. Orban ait des méthodes passablement autoritaires, qu'il soit un peu chatouilleux sur les questions de drapeau, d'ordre et de religion, qu'il apprécie modérément le mot République, qu'il vient d'ailleurs de congédier de sa constitution, passe encore ! Mais qu'il se refuse de se prosterner devant M. Draghi et Mme Lagarde, de se faire mener par le bout du nez par le dernier des eurocrates, là on bascule dans l'aveuglement criminel ! Vous voulez d'autres preuves que M. Orban est un proto-fasciste ? il ne croit ni à l'indépendance des banques centrales, ni à la concurrence libre et non faussée, ni à l'intelligence de M. Van Rompuy, ni à l'honnêteté de M. Juncker !

Un pays qui élit massivement un gouvernement de redressement national pour le sortir d'une crise où l'Europe l'a plongé, qui approuve tout aussi massivement une nouvelle Constitution où les mots de patrie, d'honneur et d'histoire retrouvent un sens, qui a la bonne idée (au passage) de se débarrasser de la République et de toute la verroterie « démocratique » issue de l'époque stalinienne, qui défend ses droits, ses emplois, son économie face à la finance internationale et aux gnomes de Bruxelles. Qu'est-ce que c'est, selon *Le Monde*, *Libération* et notre belle presse bourgeoise ? Une quasi dictature !

Et des pays comme l'Italie ou la Grèce à qui l'on impose comme dirigeants, par simple cooptation, sans aucune élection, des employés de Goldman-Sachs, des voyous notoires, des banquiers véreux, qui ont pour certains prêté la main à la faillite de leur pays et qui n'ont été placés là que comme garde-chiourmes des marchés et des prédateurs. Qu'est-ce que c'est, selon *Le Monde*, *Libération* et consorts ? Des pays libres et démocratiques ! A tel point qu'on voudrait qu'il en soit de même pour la France. M. Lionel Stoléro n'affirmait-il pas placidement la semaine dernière dans les colonnes du *Monde* que « *la démocratie est incapable de sécréter et de soutenir des dirigeants politiques qui ont le*

courage de prendre des décisions impopulaires mais nécessaires » [\[1\]](#) ? Et qu'il fallait songer à confier le pouvoir à «des hommes courageux» comme MM. Camdessus, Trichet, Pascal Lamy ou Claude Bébéar. Et pourquoi pas directement à Mme Parisot ?

La Hongrie est aujourd'hui le symbole de l'Europe qui résiste. Elle le fait au nom du droit des peuples à maîtriser leur destin, comme elle le fit, il y a un peu plus d'un siècle, au nom du droit des hommes à vivre, fiers et libres. Les manifestations d'opposants hongrois, que nos médias passent généreusement en boucle, rassemblent en réalité bien peu de monde. Selon l'homme de la rue à Budapest, on y compte surtout des vieux, des fonctionnaires et, par-dessus tout, des adeptes de l'ancien régime communiste. Ce régime qui prit le pouvoir par la tricherie, le mensonge et par le crime, qui interdit toute constitution, toute vie démocratique, toute expression syndicale, un régime de policiers, de bourreaux et d'assassins qui imposa pendant près d'un demi siècle à la Hongrie une République aux mains tachées de sang. C'est le souvenir de ce passé abject que nos amis hongrois veulent aujourd'hui exorciser, en approuvant une Constitution qui met à nouveau en avant les symboles de leur identité, leur langue, leur territoire, leurs libertés. C'est peut-être aussi d'un passé plus lointain, mais tout aussi cruel, dont ils veulent se délier : celui du Traité de Trianon de 1920, où les puissances alliées, et en premier lieu la France républicaine et laïque, cherchèrent à punir et à humilier la Hongrie catholique et habsbourgeoise en réduisant des deux tiers sa population et son territoire.

L'Union européenne et sa cohorte de politiciens ignares, de fonctionnaires soumis et de banquiers voraces pensent pouvoir se mettre en travers de ce processus de mémoire et de renaissance nationale. Ils rêvent de diktats, de punitions et de sanctions. Qu'ils prennent garde ! La Hongrie ne s'est pas détachée de l'Union soviétique pour retomber dans une autre forme d'empire, mieux camouflé mais tout aussi tyrannique. Elle résistera et sa résistance peut demain en susciter d'autres. En 1956, le peuple français, malgré ses dirigeants de l'époque, apporta spontanément son soutien à l'insurrection de Budapest. Certaines soirées parisiennes de novembre 1956 furent l'occasion de rappeler aux complices français des bouchers du Danube qu'ils devaient se tenir à carreau. Car à Paris, on n'aime pas beaucoup ceux qui insultent les peuples libres. Ce soir, nous sommes tous des patriotes hongrois !

HUBERT DE MARANS.

[\[1\]](#). Lionel Stoléro, « *Il faut changer de gouvernement, la crise exige un nouveau Premier ministre* », *Le Monde* du 30 décembre 2011. Il est stupéfiant (et encourageant !) de voir M. Stoléro insulter aussi ouvertement la démocratie dans les colonnes du *Monde*. Dire que le régime est incapable de sécréter des hommes qui ont le sens du long terme et le courage de prendre des décisions difficiles est une vérité première. Encore faut-il que ces hommes aient la légitimité pour le faire et que leurs décisions soient prises dans le sens de l'intérêt national et non pas de celui du capitalisme international. M. Stoléro, encore un effort pour devenir royaliste !

Mindnyájan magyar hazafiak vagyunk!

A magyarországi helyzet továbbra is lázban tart mindenkit aki számít Párizsban: a nagy lelkeket, a szellem embereit, a methodista lelkipásztorokat és az emberbarát bankárokat. Tegnap este a Le Monde megint teljes egészében Orbán úr "antidemokratikus elhajlásainak", "gyalázatos" alkotmányának és "szégyenletes" törvényeinek szentelte vezércikkének első részét.

Magától értetődik, hogy szóba került Európa, a római szerződés szelleme, Monnet, Schumann és Brüsszel többi nagy élő lelkiismerete. És - most az első alkalommal - még szankciókat is követeltek! Bizony: szankciókat, igaziakat, komolyakat, szigorúakat. El kell ismerni, hogy egy demokratikus választások után alakult kormány ellen szankciókat alkalmazni nem is olyan egyszerű dolog. De mit számít az. Végülis, *qui bene amat, bene castigat* - aki jól szeret, jól is büntet !

A vezércikk második felét olvasva értjük csak meg igazán, hogy mitől lett ennyire dühös a mi mondén krónikásunk: a magyar kormány gazdaság-politikájától! "Egy furcsa nacionalista hitvallást követve, úgy tűnik, hogy Orbán úr elhatározta, hogy országa egyedül is ki tud lábalni az őt súlyosan érintő válságból. Visszautasítja, hogy teljesítse azokat a feltételeket, amelyekről az EU és az IMF függővé teszi az országnak nyújtandó segílyt." Á vagy úgy! Nem hajlandó eltérni ezeknek a frankfurti és New Yorki úraknak diktátumait? Ugyanazokét, akik éppen most véreztették el Görögországot és most arra készülnek, hogy padlóra küldjék Olaszországot, Spanyolországot és Portugáliát? Értjük már! Az, hogy Orbán úr módszerei kicsit önkényesek, hogy kissé túl sokat foglalkozik a lobogó, a közrend és a vallás kérdéseivel, hogy csak mértékkel kedveli a Köztársaság szót, aminek egyébként éppen most tette ki a szűrét az alkotmányából, mindez csak hagyján! De az, hogy nem hajlandó hajbókolni Draghi úr és Lagarde asszony előtt, nem engedi, hogy ezek az eurokraták az orránál fogva vezessék, az már bűnös vakság jele. Kell-e még más bizonyíték arra, hogy Orbán úr egy proto-fasiszta? Nem hisz sem a központi bankok függetlenségében, sem a szabad versenyben, sem Van Rompuy úr intelligenciájában, sem Juncker úr becsületességében!

Egy olyan országról van szó, amelyik nagy többséggel megválasztja a nemzeti felemelkedés kormányát, annak reményében, hogy talán kikerülhet abból a válságból, amibe Európa süllyesztette, amelyik ugyancsak nagy többséggel támogat egy új alkotmányt, ahol a haza, becsület és történelem szavak visszanyerik jelentésüket, amelyik csak úgy mellékesen, egy nagyszerű ötlettől vezérelve, megszabadul a Köztársaság szótól és a "demokráciának" a sztálini korszakból örökölt színes üveggolyóitól, amely megvédi a nemzetközi pénzüzetekkel és Bruxelles gnómjával szemben a jogait, állampolgárainak munkahelyeit, és gazdaságát. Mi is ez az ország a *Le Monde*, a *Libération* és a mi kiváló polgári sajtónk véleménye szerint? Egy kvázi-diktatúra!

S eközben Olaszországra és Görögországra mindenfajta választások nélkül, egyszerű kinevezéssel, kényszerítenek rá új vezetőket, Goldman-Sachs alkalmazottait, közismert gazembereket, férges lelkű bankárokat, akik közül egyesek saját országuk tönkretételében működtek közre, és akiket most a piacok és ragadozók helyeztek oda smasszernek. Ezt minek tartja a *Le Monde*, a *Libération* és a velük hasonszőrű sajtó? Szabad és demokratikus országoknak! Olyannyira, hogy azt szeretnék, legyen ugyanígy Franciaországban is. Lionel Stoleru úr vajon nem jelentette-e ki jámboruk a múlt héten a *Le Monde* hasábjain, hogy a "demokrácia képtelen olyan politikai vezetőket kitermelni és támogatni, akiknek elég bátorságuk lenne a népszerűtlen, de feltétlenül szükséges intézkedéseket meghozni." És hogy a hatalmat olyan "bátor emberek" kezébe kellene adni, mint Camdessus, Trichet, Pascal Lamy vagy Claude Bébear urak. Miért ne adnánk közvetlenül Parisot asszony kezébe a hatalmat? (A francia Vállalkozók Szövetségének elnöke)

Magyarország ma az ellenálló Európának a szimbóluma. A népek önrendelkezési jogának nevében teszi ezt, akárcsak alig több mint fél évszázada a szabad és büszke élethez való jog nevében. A magyar ellenzék tüntetései, melyeket médiáink oly bőkezűen közvetítenek újra és újra, valójában csak keveseket mozgósítanak. A budapesti utca emberének véleménye szerint főleg időseket, funkcionáriusokat és mindenekelőtt a régi kommunista rezsím híveit. Annak a rezsímnek híveit, amely csalással, hazugsággal, büntettekkel ragadta magához a hatalmat, amely betiltotta az alkotmányt és mindenfajta demokratikus megnyilvánulást, korlátozta a szakszervezetek működését; rendőrök, hóhérok és gyilkosok rezsímje, amely majdnem egy fél évszázadon keresztül egy véreskező Köztársaságot kényszerített rá Magyarországra. E gyalázatos múlt emlékének

ördögét akarják kiűzni magyar barátaink azáltal, hogy jóváhagynak egy alkotmányt ami újra előtérbe helyezi identitásuk, nyelvük, területük, szabadságuk szimbólumait. Talán egy még távolabbi, de nem kevésbé kegyetlen múlt emlékét is le szeretnék rázni: az 1920-as trianoni szerződését, amelyben a szövetséges hatalmak, és mindenekelőtt a laicista és republikánus Franciaország igyekezett megbüntetni és megalázni a katolikus és habsburgista Magyarországot megfosztván azt területének és népességének kétharmadától. Az Európai Unió tudatlan politikusainak és a telhetetlen bankárokat kiszolgáló funkcionáriusainak csapatával úgy gondolja, hogy útját állhatja a nemzeti emlékezés és újjászületés eme folyamatának. Diktátumokról, büntetésekről és szankciókról álmodoznak.

Jobb lenne, ha vigyáznának! Magyarország nem azért lett független a Szovjetuniótól, hogy egy másfajta, jobban álcázott, de nem kevésbé zsarnoki birodalom része legyen. Ellen fog állani, és ellenállása másokat is követésre sarkall majd. 1956-ban a francia nép, az akkori vezetőivel dacolva, spontánul támogatta a budapesti felkelőket. 1956 novemberének estéin a Párizsban összegyűltek emlékeztették a dunai mészárosok francia bűntársait, hogy jó lesz vigyázniuk, mert Párizsban nem nagyon szeretik azokat, akik a szabad népeket bántalmazzák. Ma este mindnyájan magyar hazafiak vagyunk!

Hubert de Marans

Forrás: <http://www.larevuecritique.fr/article-hongrie-96335671.html>